

Séance d'ouverture

Claire Pontais, secrétaire générale adjointe du SNEP-FSU

Bonjour à tous et à toutes,

Je suis ravie d'ouvrir ce colloque. Un colloque SNEP, c'est toujours un évènement. Le jour J bien entendu parce que nous nous rassemblons, et par les temps qui courent, nous savons d'avance que cela va nous faire du bien ! mais aussi parce que cet évènement révèle un long processus de préparation collective qui témoigne d'une dynamique professionnelle et syndicale toujours étonnante. Ce colloque, c'est plus de 400 professeurs d'EPS, c'est 70 intervenant.es qu'il a fallu contacter, convaincre de venir apporter leur pierre à l'édifice. Ce sont des chercheurs et chercheuses dont les préoccupations premières sont éloignées de l'EPS ou au contraire centrées sur l'EPS. Ce sont aussi vingt enseignant.es qui vont exposer leurs pratiques quotidiennes, souvent pour la première fois, ce qui est loin d'être facile... Ce sont des invité.es aussi divers que l'ANESTAPS, l'USEP, le CDOS, la FSGT, les syndicats de la FSU (celui du 1^{er} degré, des inspecteurs et des chefs d'établissement), les Professeurs EPS de la ville de Paris (PVP), le CNAM, la revue EPS... Ce sont enfin une bonne soixantaine de collègues et des employées du SNEP qui assureront l'animation des débats et l'organisation. Je remercie donc toutes ces personnes de donner de leur temps pour cet acte militant.

Avec un remerciement particulier à Bruno Cremonesi qui a coordonné l'ensemble et à Corinne Humbert, notre collaboratrice qui a fait le travail principal pour que vous passiez ces deux journées dans de bonnes conditions. Enfin, un grand merci au conseil départemental du 94 pour son accueil et son soutien à l'initiative.

Ce colloque a pour thème la réussite de tous de nos élèves, avec comme fil rouge l'émancipation et l'égalité. Cette réussite qui émancipe est une visée permanente pour le SNEP, qui suscite des débats récurrents dans la profession.

Réussir en EPS, oui, mais quoi ? réussir comment ? réussir pourquoi ? Ces questions peuvent paraître banales à n'importe quel parent qui ne doute pas que l'EPS, c'est pour : apprendre à nager, à jouer collectif, à courir longtemps, à s'exprimer avec son corps, à faire des efforts, Mais pour notre profession, cela n'a rien d'évident.

Notre inspection générale par exemple, dans un séminaire sur les valeurs de la République en 2015 disait que « l'EPS ne se confondra plus jamais avec les APS qu'elle enseigne », que « La conquête d'une

place à l'école réclamerait que l'EPS soit davantage une EP scolaire qu'un EP sportive » ou encore « On passe aujourd'hui d'un curriculum disciplinaire à un curriculum interdisciplinaire pour une école du socle ».

Vous reconnaitrez qu'elle fait fort notre institution ! D'une part, elle semble oublier que l'éducation physique à l'école est par définition scolaire et d'autre part, que la spécificité de l'école, c'est justement de traiter les APSA, les adapter aux caractéristiques et exigences scolaires, pour que les élèves puissent les étudier et par là même apprendre, se transformer, développer des pouvoirs d'agir, des pouvoirs de penser, seul et avec d'autres ...En un mot accéder à la culture.

Notons tout de même au passage que notre IG se contredit. En disant que l'EPS ne se confond pas avec les APS qu'elle enseigne, elle reconnaît qu'en EPS, on enseigne les APS !

Nous ne voulons pas que ces débats sur l'identité de la discipline, son rôle social, sur son avenir soient confisqués par l'institution. Ils sont la propriété des collègues, notre propriété, et le SNEP est un outil indispensable pour aider chacun-e à s'en emparer.

Cependant, pour ne pas avoir une vision étriquée des choses, on ne peut pas regarder que l'EPS, il faut prendre à bras le corps un ensemble de problèmes.

La société va mal, jamais les inégalités n'ont été aussi grandes, la grande pauvreté gagne du terrain. L'école en subit les conséquences, mais on oublie de rappeler que, pour la masse des élèves, elle réussit plutôt bien. C'est d'ailleurs ce qui rend encore plus insupportable encore l'échec de ceux qui aujourd'hui sortent du système scolaire sans aucune qualification.

Ce constat devrait déboucher sur la nécessité de renforcer l'investissement public. Or, c'est l'inverse qui se passe. Depuis maintenant une vingtaine d'années, les politiques successives, toutes sous le signe de l'austérité, en profitent pour casser les repères nationaux, pour diminuer l'offre scolaire...et par conséquent renvoyer ce qui ne se fait pas à l'école vers les familles (celles qui peuvent payer évidemment) et pour proposer des réformes qui, à leur tour, aggravent la situation.

Non, ce n'est pas vrai que nos dirigeants veulent réduire les inégalités, ils veulent juste que tout le monde les accepte !

Pour faire passer ce projet, ils mènent campagne, frontalement ou insidieusement, pour combattre tout ce qu'ils considèrent comme des freins. Dans le second degré, les disciplines notamment, (considérées comme très coûteuses, sclérosantes et génératrices d'échec) sont dans le collimateur, et les savoirs porteurs d'émancipation minimisés au profit de diverses « éducation à » plus ou moins inconsistantes...:

Ce projet n'est pas le nôtre. Alors, nous résistons ... Parfois, le ministère recule (nous avons, par exemple, réussi à stopper le premier projet horaire de la réforme du collège qui supprimait la 4^{ème}

heure d'EPS en 6^{ème} et le passage à 2h30 dans les autres niveaux), mais la plupart du temps, il s'obstine et la seule solution est d'être plus obstiné que lui !

En luttant, en critiquant mais aussi – et cela nous paraît indispensable – en proposant des alternatives

Les programmes et le DNB sont de bons exemples.

Sur les programmes, ce qui est remarquable, c'est la capacité de notre hiérarchie à tenir aujourd'hui le discours inverse d'il y a un an : hier il fallait des contraintes très fortes (sur les compétences attendues, sur la programmation, etc.), aujourd'hui elle déclare révolutionnaire le fait de ne plus en avoiravec l'objectif que nous devenions profs de socle ! Nous sommes passés en quelques mois à un localisme et un « soclage » de l'EPS forcenés.

C'est ainsi que dans le dernier numéro de revue EPS, l'IG nous demande de : « faire le deuil des compétences attendues des programmes nationaux » et elle insiste « pour que chaque équipe reconstruise ses propres attendus » « soclés » évidemment ! (ou artificiellement « soclés » faudrait-il mieux dire).

On peut, en effet, se demander si notre Inspection Générale a bien lu le socle, version 2015. Il dit ceci : Dans le domaine 1 (celui des langages) : « L'élève s'exprime par les APSA ».

Dans le domaine 5 (sur les représentations du monde et de l'activité humaine)

« L'élève connaît les contraintes et les libertés qui s'exercent dans le cadre des activités physiques et sportives ou artistiques, personnelles et collectives. Il sait en tirer parti et gère son activité physique et sa production ou sa performance artistiques pour les améliorer. Il cherche et utilise des techniques pertinentes, il construit des stratégies pour réaliser une performance sportive. Dans le cadre d'activités et de projets collectifs, il prend et tient sa place dans le groupe en étant attentif aux autres. »

Au regard de ce texte, la logique institutionnelle et professionnelle devrait consister à mettre ces enjeux au cœur de l'enseignement de l'EPS. Contourner cela n'est-il pas d'une certaine manière « hors la loi » ? Cet extrait du socle 2015 est un point d'appui pour retrouver des programmes ambitieux. Nous devons nous en servir.

Nous refusons en effet, la stratégie de l'adaptation, choisie entre autres par l'AEEPS, qui consiste à dire : « Faisons rentrer dans les programmes ce que nous voulons ». Cette absence de cadre, qui peut paraître alléchante, est un piège. Immanquablement, elle renforcera les inégalités. Chacun aura peut-être l'EPS qu'il veut...ou surtout celle qu'il peut ! Au contraire, nous disons « Construisons ensemble un cadre commun, national, et des exigences d'acquisitions non pas pour quelques-uns, mais pour tous et toutes ». C'est tout l'enjeu de nos programmes alternatifs.

Quant au DNB, nous refusons la disparition de l'épreuve pour au moins deux raisons.

- Nous refusons la hiérarchie des disciplines, entre celles qui comptent et celles qui ne compteraient pas

- Nous refusons le fait que l'on n'évalue pas ce qu'une discipline offre de spécifique en terme de formation...

Alors que nous avons acquis une place dans le socle de 2015, cette disparition constitue, d'une certaine manière, un retour au principe du socle de 2006.

La campagne que nous lançons est déterminante. Comment, en effet, imaginer un avenir serein de l'EPS au collège, sans programmes consistants et sans poids sur le diplôme ? D'autant plus, s'il est encadré d'un côté par une EPS très affaiblie à l'école primaire (mais affublée par ailleurs de nombreuses conventions avec les fédérations sportives) et de l'autre au lycée : par une EPS optionnelle ou non évaluée au Bac comme le suggère un des programmes de la droite ? Nous n'avons pas le choix, nous devons gagner cette bataille.

Pour terminer, je voudrais insister sur la nécessité de la formation

Faire réussir tous les élèves, c'est-à-dire 100% des élèves -et tout prof sait que ça change tout quand on se fixe cet objectif- demande non seulement d'investir dans des conditions d'études meilleures, mais aussi dans un haut niveau de formation, notamment didactique. Or, celle-ci ne cesse de se dégrader, malgré l'investissement des formateurs et formatrices. La place des APSA en Staps et Espé ne cesse de diminuer.

On le sait, ce qui fait la force des profs d'EPS dans les établissements, dans le dialogue avec les parents, avec les partenaires de l'école, c'est leur formation, c'est leur capacité à analyser les difficultés de leurs élèves, à concevoir des dispositifs qui permettent d'embrasser les nombreux objectifs dans un même acte : faire progresser dans l'APSA, faire travailler ensemble filles et garçons, rendre autonomes, etc . L'évolution du métier se caractérise par une complexité croissante. Plutôt que de jouer les oppositions qui divisent : les finalités contre les APSA, le développement de la personne contre l'accès à la culture, les contenus contre les méthodes, etc....nous voulons jouer sur la professionnalité pour « travailler » ces tensions, les dépasser, dans le but de réunir, y compris dans les débats et l'esprit critique.

Si demain les profs EPS n'avaient plus cette capacité-là, à coup sûr leur crédibilité serait mise en cause, et à terme leur existence même. C'est pourquoi le SNEP organise de nombreux stages de formations, propose des colloques et vous invite, dans vos académies à poursuivre ces réflexions, à ne pas déléguer votre pouvoir de penser.

Comment former des jeunes « critiques » si nous-mêmes nous absorbons tout ce que le pouvoir nous impose, sans rien dire ?

C'est un travail de fourmi certes, mais un travail citoyen, qui oblige à croiser sa pensée avec celle des autres, à argumenter, à comprendre le dessous des choses. C'est toujours un travail enthousiasmant, dans un cadre fraternel et égalitaire. Autrement dit, un travail émancipateur, pour nous aussi !

Nous avons des outils à notre disposition, dont les outils syndicaux et la revue Contrepied qui est encore trop méconnue.

Individuellement et collectivement, nous avons de la ressource... faisons la fructifier !

Merci d'être là. Bon colloque à vous.